

qu'il l'était quand il était membre du gouvernement.

Monsieur le président, on nous a annoncé tout à l'heure qu'il y aura probablement, si la Chambre le veut, une discussion générale sur les crédits supplémentaires et révisés qu'on nous présentait hier.

A ce moment-ci, on nous présente des crédits intérimaires pour une période d'un mois. Même si nous en discutons pendant un mois, il est entendu que nous devons quand même, pendant le mois, payer les comptes et maintenir les services du pays en œuvre. Alors, inutile de discuter sur ce point-là.

La discussion générale aura lieu lundi et mardi, nous l'espérons, et à ce moment-là, tous les partis auront l'occasion de discuter de leur programme, de discuter des questions économiques d'envergure. Mais je crois que, pour le moment, lorsque l'honorable ministre nous demande d'approuver les crédits pour permettre ou faciliter l'administration du Canada, nous l'appuyons sans réserve, et nous ne prendrons pas plus du temps de la Chambre, parce que nous voulons passer à l'étude d'affaires plus urgentes, afin de permettre au Canada de voguer de l'avant.

(Traduction)

M. Berger: Monsieur le président, notre groupe souhaite instamment qu'on continue à s'occuper des affaires de la nation. Nous sommes donc disposés à voter les crédits dont le gouvernement a besoin pour un autre mois. Mais nous n'en désirons pas moins faire comprendre au gouvernement qu'il importe de prendre sans tarder des mesures pertinentes en vue de remédier à la crise du chômage qui sévit au Canada à l'heure actuelle et qui prendra vraisemblablement de l'ampleur cet hiver, à moins qu'on n'en arrête la marche.

Nouveau député, c'est la première fois qu'il m'est donné de participer à un débat à la Chambre des communes. Je ne pense pas que je m'attirerais la reconnaissance de mes commettants si je vous entretenais des gens et des endroits intéressants de Vancouver-Burrard. Mes commettants s'attendent plutôt que j'essaie d'inciter le gouvernement à faire quelque chose pour obvier sur désastre économique qui s'est abattu sur le Canada, au chômage galopant, et à transformer en abondance la pénurie qui sévit à l'heure actuelle.

Depuis mon arrivée à la Chambre, il m'a été donné, comme à d'autres députés, de voir le premier ministre et le chef de l'opposition se perdre dans d'inutiles et de longues—trop longues, de l'avis de bien des députés—discussions sur des choses qui devraient être déjà réglées depuis quelque temps. Ils argumentaient pour déterminer qui des deux est

responsable de la baisse du prestige du Canada et de la crise du dollar. Pour étayer leur plaidoyer, ils ont tous deux évoqué les mânes de Mackenzie King. En réalité, alors que le premier ministre et le chef de l'opposition se collaient au cours du débat sur le discours du trône, leurs discours se ressemblaient tellement qu'il nous a semblé qu'ils avaient eu recours aux services du même nègre.

Jusqu'ici, le gouvernement n'a pas indiqué qu'il est disposé à s'attaquer au problème du chômage. Bien que des centaines de milliers de Canadiens aient été sans travail cette année, le discours du trône n'a même pas prononcé le mot «chômage». Nous pouvons prévoir, avec regret, que le chômage frappera peut-être un million de Canadiens l'hiver prochain. Et pourtant, le premier ministre et les membres de son cabinet ne veulent même pas débattre le chômage. Ils parlent un langage différent du nôtre.

Le discours du trône signalait que l'activité économique avait progressé rapidement au Canada. Peut-être cela est-il, mais nombreux sont ceux d'entre nous qui n'en ont pas eu connaissance. Progrès rapide ou non, la conjoncture économique nous a semblé être au même point qu'auparavant lorsque nous l'avons aperçue. Le premier ministre soutient que la production a atteint des niveaux inégaux. Peut-être bien. Mais il oublie de signaler que la production par habitant a diminué l'an dernier. Que le premier ministre déclare à la population canadienne que la production, au Canada, a excédé les expectatives du député de Davenport, cela ne nous satisfait aucunement. Nous ne nous préoccupons pas seulement de la production. Nous voulons fournir du travail utile aux Canadiens et aux Canadiennes. C'est à cet objectif social que devrait viser le gouvernement. Nous cherchons, non pas tout bonnement à hausser le niveau de la production, mais à réaliser l'emploi intégral.

Lorsque nous, de ce coin-ci de la Chambre, parlons du plein emploi, il est de notre devoir envers la Chambre, je le crois, de bien préciser ce que nous entendons par là. Dans son exposé, pendant le débat sur le discours du trône, le chef de l'opposition a dit qu'au cours du mandat du gouvernement dont il faisait partie, le pourcentage du chômage était de 3 p. 100, soit de 1946 à 1957. Mais il s'est bien gardé de dire que, de 1954 à 1956, le pourcentage du chômage était de 4.1 p. 100 et qu'il augmentait constamment. Mais on ne saurait mesurer le plein emploi au moyen de telles données statistiques stériles. On ne peut en arriver au plein emploi que lorsqu'il y a plus d'emplois vacants que de gens sans emploi. C'est ce que nous, ici, devons chercher à atteindre, et ce que le gouvernement devrait chercher à atteindre. On ne saurait mesurer